

La dernière rencontre entre les deux parties remontait à novembre 2008, huit mois après des émeutes antichinoises au Tibet et dans des provinces environnantes peuplées de minorités tibétaines, mais elle s'était soldée par un échec. A l'époque, les Tibétains avaient remis un mémorandum insistant sur le fait que leur demande d'autonomie dans les montagnes de l'Himalaya était conforme à la constitution chinoise. La Chine avait de son côté réaffirmé vouloir poursuivre le dialogue même si "des divergences sérieuses" subsistaient.

Aucune avancée majeure

Mais le communiqué d'un organe du Parti communiste chinois (PCC), le Département du travail du front uni qui s'occupe des contacts avec le Dalai Lama, souligne qu'aucune avancée majeure n'a été réalisée. L'idée d'"un haut niveau d'autonomie (pour le Tibet) est une violation de la constitution chinoise", a-t-il estimé. Hormis ce communiqué, aucune autre déclaration officielle n'a été faite. Une conférence de presse devrait être organisée mardi par le gouvernement chinois.

Le "Tibet fait partie de la Chine"

Quelques jours avant l'arrivée des deux émissaires, le président, Hu Jintao, avait assuré qu'un "développement accéléré"

et une stabilité durable au Tibet étaient fondamentaux pour assurer le développement de la Chine dans son ensemble. Les Etats-Unis avaient salué la venue en Chine des représentants tibétains pour cette nouvelle session de discussions, la neuvième depuis 2002, déclarant espérer "des résultats positifs". Pékin assure que le Tibet fait partie de la Chine depuis le XIIIe siècle, une affirmation contestée par le gouvernement tibétain en exil. La Chine accuse le Dalai Lama, lauréat du prix Nobel de la paix en 1989, d'être un séparatiste, sous le couvert de religion.

Une diplomatie de "la voie moyenne"

Chef religieux, mais aussi homme politique pragmatique, celui-ci a cependant renoncé depuis longtemps à l'indépendance de son pays et opté pour une diplomatie dite de la "voie moyenne" consistant à réclamer une large "autonomie culturelle" du Tibet, envahi puis annexé par la Chine en 1950-1951.

Le Dalai Lama, âgé de 75 ans, doit se rendre aux Etats-Unis le 16 février pour une visite de dix jours qui débutera par Washington. Son porte-parole n'a pas confirmé s'il s'entretiendrait avec le président Barack Obama.

Source : nouvelobs.com

NGAPO NGAWANG JIGME, HOMME POLITIQUE TIBÉTAÏN

1^{er} janvier 2010

Ngapo Ngawang Jigme, mort mercredi 23 décembre à Pékin, quelque semaines avant son centième anniversaire, restera dans l'histoire du Tibet, sa région d'origine, pour avoir successivement occupé des fonctions administratives et politiques sous l'autorité du dalai-lama puis dans le gouvernement tibétain placé sous la férule chinoise après l'invasion des soldats de Mao, en 1950.

Accusé de longue date de "collaboration" par les Tibétains du gouvernement en exil, basé en Inde, il s'était rangé du côté de Pékin.

Ce lointain descendant des rois du Tibet avait pourtant été nommé par Lhassa gouverneur de la province orientale du Kham, à la veille de l'invasion chinoise. Juste avant la chute de la capitale régionale, Chamdo, il dirigea même les opérations militaires de l'armée tibétaine, qui fut rapidement balayée par les soldats chinois. Fait prisonnier, il changea de camp et, l'année suivante, il devint commandant en chef adjoint des troupes de l'Armée populaire de libération (APL) pour le Tibet.

Peu après, cet aristocrate que rien ne pouvait, théoriquement, rapprocher des Chinois maoïstes fut cependant promu chef de la délégation tibétaine envoyée en Chine pour négocier l'"accord en 17 points". Tout en garantissant, en apparence, des droits politiques spécifiques aux Tibétains, cet "accord" allait de fait servir à Mao pour légitimer l'intégration autoritaire du

Tibet dans la République populaire de Chine. En 1959, après l'insurrection manquée de Lhassa, qui provoqua la seconde fuite du dalai-lama en Inde, Ngapo Ngawang Jigme décida de rester dans la capitale tibétaine. Après la création de la Région autonome du Tibet (RAT), en 1965, il en devint le président et, plus tard, au niveau central, il fut élevé au titre de vice-président de la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC), l'équivalent d'un Sénat en République populaire.

Depuis 1991, Ngapo Ngawang Jigme vivait à Pékin et n'était jamais revenu au Tibet. Si son soutien au gouvernement chinois sembla ne jamais faillir, il se permit cependant d'en critiquer la politique tibétaine lors d'un discours prononcé en 1988. Lors de cette intervention faite en petit comité et dont on connaît aujourd'hui la teneur, il souligna le fait que l'"accord en 17 points" n'avait jamais été vraiment appliqué et demanda "plus de pouvoirs d'autonomie" pour le Tibet.

Selon certaines informations relayées par des Tibétains en exil, le vieil homme était en train d'écrire sa biographie, lorsqu'il s'éteignit paisiblement, dans la fin de sa 99^e année. Peut-être les Chinois, sous la surveillance desquels il écrivait, avaient-ils fini, à l'heure de la reprise d'une instabilité sociale et politique au Tibet, par se méfier de lui.

L'un de ses dix enfants, Jigme Ngapo, s'était enfui de Chine au milieu des années 1980 et s'occupe désormais, à Washington, de la section tibétaine de Radio Free Asia.

Source : Lemonde.fr

LE DISSIDENT CHINOIS LIU XIAOBO FAIT APPEL DE SA CONDAMNATION

4 janvier 2010

Le dissident Liu Xiaobo, auteur d'un texte réclamant la démocratisation de la Chine, a fait appel de sa condamnation à onze ans de prison pour subversion, même s'il n'a guère d'espoir d'obtenir satisfaction, a déclaré lundi l'un de ses avocats, précisant qu'"il est conscient qu'il n'y a pas beaucoup d'espoir que le verdict soit révisé".

Chef de file de la dissidence chinoise, Liu Xiaobo, 54 ans, a été condamné le jour de Noël à onze ans de prison par un tribunal de Pékin pour "subversion du pouvoir de l'Etat" après avoir été l'un des auteurs de la Charte 08, un texte réclamant une Chine démocratique. Cet écrivain et ancien professeur d'université avait déjà connu la prison après la répression du mouvement démocratique de Tiananmen en 1989.

Source : LeMonde.fr

LE DISSIDENT CHINOIS LIU XIAOBO FAIT APPEL DE SA CONDAMNATION

4 janvier 2010

Le dissident chinois Liu Xiaobo a fait appel de sa condamnation à 11 ans de prison pour avoir appelé à des réformes politiques en Chine, a annoncé lundi son avocat Shang Baojun.

Liu Xiaobo avait été condamné le 25 décembre pour le chef vaqueusement défini d'incitation à la subversion envers le pouvoir de l'Etat. Les organisations de défense des droits de l'Homme et les pays occidentaux ont vivement condamné cette condamnation. Shang Baojun a précisé que Liu Xiaobo lui avait dit lors d'une rencontre lundi qu'il avait interjeté appel devant la Haute cour de Pékin le 29 décembre dernier. L'instance doit statuer sur ce recours d'ici six semaines, selon l'avocat.

Liu Xiaobo "pense qu'il est innocent", a-t-il rappelé. "Nous nous efforçons de défendre son innocence, mais nous ne savons absolument pas s'il réussira", a ajouté Shang Baojun.

Liu Xiaobo, un critique littéraire de 53 ans, a été condamné pour avoir co-écrit un appel inhabituellement direct aux autorités chinoises, intitulé la Charte 08, dans lequel il prône l'extension des libertés politiques et la fin de la domination du parti communiste chinois. Plus de 300 personnes, dont certains des plus grands intellectuels du pays, ont signé le texte avant qu'il ne soit rendu public et quelque 10.000 autres l'ont signé depuis en ligne. Liu Xiaobo, un ancien professeur d'université, avait déjà passé 20 mois en prison pour sa participation aux manifestations étudiantes de la place Tiananmen à Pékin, réprimées dans le sang par l'armée chinoise au printemps 1989.

Source : NouvelObs.com

RSF : CENSURE DANS L'APPSTORE CHINOIS

4 janvier 2010

Reporters Sans Frontières monte d'un ton. L'association de défense de la liberté de la presse demande des explications à Apple concernant la censure d'applications sur l'AppStore chinois - d'après Macworld, Cupertino a en effet accepté de ne pas mettre en ligne sur la boutique d'applications des logiciels liés au Dalai Lama, la bête noire du régime chinois. Au moins cinq de ces applications n'ont pas pu montrer le bout de leurs octets sur l'AppStore local : Dalai Quotes, Dalai Lama Quotes, Dalai Lama Prayerwheel (trois logiciels proposant des citations du chef religieux tibétain), ainsi que Paging Dalai Lama (qui nous dit où le Dalai Lama donne des conférences) et Nobel Laureates, qui contient des informations sur les prix Nobel - dont le Dalai Lama. Des applications liées à la résistance ouïghoure sont également censurées.

RSF réclame donc d'Apple la « liste complète des applications censurées - si censure il y a - et les critères de sélection utilisés ». Et l'association de menacer : « Si Apple a accepté de reti-

rer certains de ses produits du App Store sous la pression des autorités, le groupe américain rejoindrait alors le club des entreprises complices de la censure de l'information en Chine. Une grande déception de la part d'une entreprise qui s'est fait connaître pour son esprit créatif (...) il semblerait alors qu'en Chine, Apple ne se donne plus les moyens de penser autrement que les autorités ».

Apple a expliqué à Macworld qu'elle suivait les législations locales. D'ailleurs, certaines de ces applications sont disponibles sur d'autres boutiques nationales...

Cette explication ne suffit pas à RSF, qui indique que « Le fait d'obéir aux lois locales ne constitue pas une excuse plausible, un acte de censure de contenu concernant le Dalai Lama serait injustifié et représenterait clairement une violation des normes internationales qui régissent la liberté d'expression ».

Source : macplus.net

LA CHINE JETTE UN RÉALISATEUR TIBÉTAIN EN PRISON

7 janvier 2010

Un réalisateur tibétain a été condamné à six ans de prison en Chine pour avoir filmé un documentaire dans lequel des Tibétains disent du bien du Dalai Lama et se plaignent de la façon dont leur culture est étouffée, a annoncé son entourage. Le film, intitulé "Laisser la peur en arrière" ("Leaving Fear Behind"), présente une série d'interviews avec des Tibétains exprimant leur amour pour leur chef spirituel exilé en Inde et leur désenchantement quant à l'impact des Jeux olympiques de Pékin sur leur qualité de vie.

Le réalisateur, Dhondup Wangchen, et un de ses amis moines, Golog Jigme, ont été arrêtés peu après la fin du tournage, mais ont pu faire sortir des copies du pays.

Dhondup Wangchen a été condamné le 28 décembre à Xining, capitale de la province de Qinghai, indique un communiqué publié sur le site www.leavingfearbehind.com, qui fait la promotion du film et appelle à la libération du réalisateur. Selon le site, le réalisateur n'a reçu aucune assistance juridique et les autorités ont empêché un avocat engagé par sa famille de le défendre. "J'appelle le tribunal de Xining à autoriser mon mari à prendre le représentant légal de son choix", déclare l'épouse de Dhondup Wangchen, Lhamo Tso, dans ce communiqué. "Mes enfants et moi sommes désespérés par la perspective de ne pas pouvoir le voir pendant aussi longtemps. Nous appelons les autorités chinoises à faire preuve d'humanité en le libérant. Mon mari n'est pas un criminel, il a sim-

plement voulu montrer la vérité." La Chine a occupé militairement le Tibet en 1950, et défend son action dans la région en affirmant avoir libéré un million de Tibétains du servage et favorisé le développement économique. En mars 2008, des manifestations tibétaines emmenées par les moines bouddhistes avaient donné lieu à une escalade de la violence, quand des émeutiers s'en étaient pris aux Han, l'ethnie dominante en Chine. Au moins 19 personnes étaient mortes dans les émeutes. Selon les groupes de Tibétains exilés à l'étranger, la répression militaire chinoise qui avait suivi avait fait plus de 200 morts.

Source : RFI



LE MAÎTRE BOUDDHISTE QUI GÊNAIT PÉKIN

7 janvier 2010

Au Tibet, le religieux Phurbu Tsering est condamné à la prison. Pourtant cet abbé bouddhiste ne se mêlait pas de politique. Autant la condamnation par Pékin du dissident Liu Xiaobo à onze ans de prison a provoqué quelques remous hors de Chine, autant celle du Tibétain Phurbu Tsering, annoncée la veille de la Saint-Sylvestre, est passée inaperçue.

Le religieux paie pour une révolte de nonnes.

L'homme est connu, pourtant, mais pas pour des motifs politiques. Au Tibet, le Rinpoche Phurbu Tsering est un tulku, une réincarnation, autrement dit un saint homme. Pour ses amis chinois de Shenzhen, de Shanghai ou de Pékin, c'était un maître en bouddhisme tibétain ou un homme qu'ils venaient visiter pendant leurs vacances. Et pour les habitants de Kardze (Ganzi), ville du Sichuan tibétain où il résidait, il demeure une figure très populaire. Agé de 53 ans, marié et père de famille, il a bâti un hospice pour personnes âgées démunies, créé des dispensaires, adopté plusieurs orphelins... Il n'hésitait pas à se retrousser les manches pour conduire un camion sur les mauvaises routes du Kham ou participer directement à des travaux. Surtout, il est l'abbé de deux couvents de nonnes bouddhistes. Et c'est ce qui a provoqué l'ire de Pékin.

CHINE: LE GOUVERNEUR DU TIBET QIANGBA PRÉSENTE SA DÉMISSION

12 janvier 2010

Le gouverneur du Tibet, Qiangba Pingcuo, a présenté sa démission au pouvoir central, rapporte l'agence de presse Chine nouvelle. Qiangba, de l'ethnie tibétaine, était le gouverneur en poste lors des émeutes meurtrières de mars 2008 à Lhassa.

Chine nouvelle ne précise pas si la démission a été acceptée, quelles en sont les raisons et qui serait susceptible de le remplacer. Qiangba, âgé de 62 ans, avait encore trois ans avant d'atteindre l'âge du départ obligatoire à la retraite. Le responsable politique le plus puissant au Tibet est le secrétaire du parti communiste Zhang Qingli, de l'ethnie majoritaire Han. Zhang et Qiangba étaient tous deux à Pékin lorsque les émeutes ont éclaté en mars 2008. Les manifestations menées par les moines bouddhistes avaient donné lieu à une escalade de la violence et au moins 19 personnes avaient été tuées, selon les autorités. Selon des groupes de Tibétains en exil, la répression militaire chinoise qui a suivi a fait plus de 200 morts. La démission de Qiangba intervient au moment où les autorités chinoises organisent une conférence sur le Tibet. Elles ont promis d'augmenter cette année les investissements dans la région tout en maintenant un contrôle étroit sur les religieux.

Source : www.sda-ats.ch

CYBER-GUERRE OUVERTE AVEC GOOGLE

13 janvier 2010

Bombardée d'attaques, corsetée par la censure, la société américaine se dit prête à abandonner le premier marché mondial. La Chine réagit... en censurant le communiqué officiel de Google

Le communiqué s'intitule pudiquement "une nouvelle approche en Chine", mais c'est une bombe. Le plus grand moteur de recherche mondial, l'entreprise emblématique du XXI^e siècle naissant (Google, bien sûr) prend le risque de renoncer à la Chine, pays le plus peuplé du globe et premier marché avec 370 millions d'internautes.

Fait rare, la société s'en explique longuement et porte des accusations graves qui ne visent pas directement le gouvernement, mais une « tierce partie » chinoise espionnant systématiquement les comptes en ligne de défenseurs de droits de l'homme chinois et occidentaux. Les cyber-attaques vont bien au-delà: l'enquête de Google a révélé qu'elles visent « au moins 20 sociétés recouvrant un large spectre d'activités – finance, technologie, médias et chimie ».

Hillary Clinton a demandé mardi des explications à la Chine. « Google nous a informés de ces accusations, qui soulèvent de très graves inquiétudes », a déclaré la secrétaire d'Etat américaine. Les autorités chinoises ont réagi de manière plus feutrée. Un fonc-

Au début du mois de mai 2008, les 80 nonnes du couvent de Buronglang se sont révoltées contre les cours d'"éducation patriotique" imposés par le PC chinois afin de contrer l'onde de choc des émeutes antichinoises de Lhassa. Refusant de renier le Dalaï Lama, les religieuses sont descendues dans les rues de Kardze pour manifester et réclamer la liberté. Elles ont été arrêtées sans ménagement. L'épouse de Phurbu Tsering raconte que, quatre jours plus tard, des centaines de policiers ont encerclé leur maison, comme s'il s'agissait d'appréhender un dangereux terroriste. Arrêté, il a été jugé en avril dernier.

Le verdict vient seulement d'être annoncé: huit années et demie de réclusion pour "détention illégale d'armes" et "détournement de fonds", selon la version officielle des autorités chinoises.

Source: L'express.fr



UN AÉROPORT À 4.436 MÈTRES AU TIBET ?

12 janvier 2010

La Chine déjà dotée, au Tibet, de l'aéroport considéré comme le plus haut du monde, va en construire un autre dans la même région, à 4.436 mètres, une altitude encore plus élevée, a annoncé aujourd'hui la direction régionale de l'aviation civile citée par l'agence Chine Nouvelle. Le nouvel aéroport du "Toit du monde", dans la préfecture de Nagqu, sera 102 mètres plus haut que l'aéroport Bamda, dans la préfecture de Qamdo, ouvert en 1994. Sa construction devrait durer trois ans et commencera l'année prochaine pour un coût de 260 millions de dollars, selon un responsable local de la planification économique cité par l'agence officielle. Les nouvelles installations porteront à six le nombre d'aéroports dans la région autonome de l'ouest de la Chine, soit un par préfecture. Nagqu, à quelque 300 kilomètres de Lhassa, la capitale régionale, est au centre du plateau tibétain couvrant la région du Tibet et la province voisine du Qinghai.

Source : Lefigaro.fr

tionnaire anonyme «de haut rang» dit à China Daily que le gouvernement «cherche plus d'informations sur les intentions de Google». L'Etat a surtout promptement censuré le communiqué de Google sur les sites chinois.

Quand la société a ouvert google.cn en 2006, les critiques ont fusé sur sa docilité face aux limites imposées par les autorités – Yahoo! a essayé les mêmes. Google pensait alors que «les bénéfices d'un accès accru à l'information pour la population et un Internet plus ouvert l'emportent sur l'inconfort consistant à censurer quelques résultats de recherches».

«Très difficile à prendre», la décision annoncée mardi (et soutenue par Yahoo!) résonne comme un aveu d'échec: «Nous n'acceptons plus de censurer les résultats de recherches sur le site google.cn, et nous discuterons avec le gouvernement chinois des bases sur lesquelles nous pouvons offrir un moteur non filtré dans les limites de la loi – si cela est possible. Nous sommes conscients que cela peut signifier la fermeture de google.cn, et peut-être de nos bureaux en Chine», qui emploient 700 personnes.

En pratique, le site google.cn appliquait toujours les filtres chinois mercredi. Un expatrié suisse reste dubitatif face à «un effet d'annonce. La plupart de mes amis chinois utilisent le moteur de recherches Baidu et sont moins inquiets d'un éventuel retrait de Google que des limites d'accès imposées à Facebook ou à Twitter.»

Autre avis chez une journaliste chinoise: «Google était le sujet le plus chaud aujourd'hui. La plupart d'entre nous espérons que la société restera. Nous avons besoin d'un Internet libre.»

Pour Sharon Hom, directrice de Human Rights in China interviewée par Le Temps, la décision de Google «est importante, parce qu'elle montre qu'on ne peut pas séparer les affaires des

questions liées aux droits de l'homme. Ce qui est en jeu, c'est aussi la propriété intellectuelle, l'intégrité des données collectées par des entreprises étrangères.»

Dans son bras de fer, Google ne part pas, à première vue, en position de force. Elle possède entre 33 et 36% du marché selon les estimations, contre près de 60% pour son concurrent chinois Baidu, dont l'action progressait de 6,8% mardi soir tandis que celle de Google perdait 1,1%.

«Analyser les événements en termes de parts de marché est trop réducteur, poursuit Sharon Hom. Jusqu'à présent, les entreprises occidentales pliaient systématiquement face aux pressions chinoises. Pour une fois, ce n'est pas le cas. Ce qui est en jeu ici, fondamentalement, est le droit des entreprises à opérer dans un environnement sûr et prévisible. Il ne l'est pas en Chine et, tant que cela sera le cas, il en résultera un risque élevé – économique aussi.»

Avis partagé par la journaliste interrogée par Le Temps: «Si Google part, il n'y aura que des perdants, y compris Baidu. Pour beaucoup d'experts, une réglementation trop stricte d'Internet nous fera reculer de dix ans.»

«Ce n'est pas Google qui se retire de Chine, c'est la Chine qui se retire du monde», écrit un blogueur, se référant aux multiples initiatives visant à créer une «Grande Muraille électronique». En juillet 2009, le gouvernement de Pékin a différé (mais pas renoncé à) un projet baptisé Green Dam Youth Escort obligeant tous les fabricants à implanter un logiciel espion dans chaque ordinateur vendu en Chine. La semaine dernière, la société américaine Solid Oak Software a réclamé 2.2 milliards de dollars de dommages à Pékin et aux grands fabricants, les accusant d'avoir piraté 3000 lignes de code pour Green Dam.

Source : *Letemps.ch*

LA "VOIX DES SANS VOIX" POUR LE TIBET

14 janvier 2010

Au Tibet, sous contrôle chinois, aucune information indépendante ne peut être transmise par la presse, les radios, les télévisions ou les nouveaux médias. En revanche, depuis l'extérieur, et notamment l'Inde, où sont réfugiés des centaines de milliers de Tibétains, des médias libres produisent et diffusent une information alternative. Malgré les brouillages, la station de radio Voice of Tibet est une voix pour les Tibétains contraints au silence. Reporters sans frontières a rencontré Karma Yeshe, le rédacteur en chef de la radio Voice of Tibet, à Dharamsala.

Pouvez-vous nous dire quelques mots sur l'histoire de Voice of Tibet ?

Elle a été fondée en Norvège par les organisations de défense des droits de l'homme Norwegian Human Rights House, le Norwegian Tibet Committee et Worldview Rights. Au début, nous avions seulement deux émissions de 15 minutes, 5 jours par semaine et nos bureaux étaient basés à Oslo. En 1997, nous avons déménagé nos locaux à Dharamsala. Puis en 1999, pour atteindre la population chinoise, nous avons commencé une émission d'un quart d'heure en mandarin. Aujourd'hui, nous avons 45 minutes de programmation : une demi-heure en tibétain et un quart d'heure en mandarin. Nous diffusons nos programmes presque cinq fois par jour pendant toute la semaine. Nous possédons aussi un site Internet qui nous rend accessible au Tibet et dans le reste du monde.

Où réside la majorité de votre audience ?

Notre principale cible est le Tibet et la Chine. Nous diffusons donc notre programme à partir de plusieurs émetteurs dirigés vers cette zone. Nous avons ensuite un autre émetteur ciblant notre audience en Inde, au Népal et au Bhoutan. Notre signal est bon au Tibet et dans le nord de l'Inde, il est malheureusement très faible à Lhassa et à Shigatse car les

autorités chinoises brouillent fortement les ondes de notre émission. C'est notre plus gros défi. Notre programme radio marche bien dans le sud de l'Inde, où se trouve la plus grande communauté tibétaine, et notre émission peut aussi s'écouter ici à Dharamsala. Et enfin sur notre service en ligne, des gens de Taïwan, Hong Kong et de plusieurs régions de la Chine, peuvent écouter les programmes en chinois ou tibétain. Nous possédons ainsi une audience internationale de Tibétains et de Chinois vivant à l'extérieur de la Chine.

Dans quelle mesure vos émissions au Tibet sont-elles brouillées par les autorités chinoises ?

Oui, en effet. Lorsque nous diffusons nos programmes sur la fréquence réservée à Voice of Tibet en vertu de la loi internationale sur les télécommunications, dont la Chine est signataire, cette dernière n'est pas censée utiliser la même fréquence. Mais vous savez, la Chine fait ce qu'elle veut. Ils violent la convention internationale qu'ils ont signée. Ils ne peuvent pas nous empêcher de diffuser et nous ne pouvons pas arrêter leur brouillage. Nous devons donc ruser afin de parer à ces interférences. Ainsi, nous changeons souvent de fréquences, mais cela nous fait perdre de l'audience.

Le journal chinois Global Times prétend que Voice of Tibet est un média favorable à l'indépendance du Tibet. Quelle est votre réaction face à ces accusations ?

Voice of Tibet est une plate-forme pour tous les Tibétains et pour tous les sympathisants du Tibet. Nos sujets sont très variés : les nouvelles du gouvernement en exil, les nouvelles du Dalaï Lama, celles des ONG tibétaines, etc. Nous parlons aussi des relations entre la Chine et l'Inde à propos du Tibet, des relations entre la Chine et les Etats-Unis, etc. Voice of Tibet ne travaille sous aucune influence politique, car notre but est de procurer une plate-forme pour tous. Ces accusations sont sans fondement. Nous n'avons pas d'affiliation politique, nous donnons la parole aux partisans de la "voie du milieu" ou aux parti-

sans de l'indépendance.

Comment arrivez-vous à vérifier le taux d'audience ?

Avoir des retours de nos auditeurs au Tibet est de plus en plus difficile. Nous allons à la rencontre des Tibétains qui viennent d'arriver en Inde. Nous leur demandons : "Est-ce que vous écoutez Voice of Tibet ?" Parfois, ils répondent oui, parfois non. (...) Certains nous répondent : "S'il vous plaît, diffusez les enseignements du Dalai Lama plus régulièrement." De nombreux Tibétains ont appris à écouter les radios internationales, notamment parce que c'est l'un des rares moyens pour écouter le Dalai Lama.

Comment vous procurez-vous les informations de l'intérieur du Tibet ?

Obtenir des informations du Tibet est très difficile actuellement. Nous obtenons ces nouvelles par des appels indirects de nos relations basées dans les différentes parties du monde. Beaucoup de personnes, en particulier les moines tibétains du sud de l'Inde, viennent pour la plupart du Tibet, et ils nous fournissent des informations. Une fois que nous les avons, nous les vérifions. En effet, le plus important pour nous n'est pas d'être les premiers à envoyer l'information, mais d'envoyer la bonne information, la plus correcte. Nous les vérifions et croisons avec les sources de tous les centres de recherche tibétains, comme le Centre tibétain pour les droits de l'homme et de la démocratie.

Source : *Reporters sans Frontières*

UN EX-MILITAIRE CHINOIS À LA TÊTE DU TIBET

15 janvier 2010

Les autorités chinoises ont nommé vendredi un ancien militaire au poste de gouverneur du Tibet.

Padma Choling, qui a servi 17 ans dans l'armée chinoise, devient ainsi le plus important responsable d'origine tibétaine dans le gouvernement régional. « La stabilité est de la plus haute importance, a-t-il déclaré, selon Chine Nouvelle. Nous nous opposons fermement à toute tentative de sécession, nous garantirons l'unité nationale et la sécurité et nous maintiendrons la cohésion entre les différents groupes ethniques du Tibet », a promis le successeur de Qiangba Puncog. Selon les observateurs, ce choix confirme la ligne dure adoptée par Pékin, deux ans après le plus important soulèvement de la dernière décennie contre la présence chinoise dans la région himalayenne. « Nommer un ancien officier à la tête du Tibet indique que la Chine perçoit désormais le Tibet sous l'angle du contrôle militaire », estime Robbie Barnett, professeur d'études tibétaines à l'Université Columbia de New York. En mars 2008, des manifestations avaient dégénéré à Lhassa, la capitale de la région autonome du Tibet, et dans d'autres régions à majorité tibétaine, faisant 21 morts selon Pékin et plus de 200 selon le gouvernement tibétain en exil. Au moins 5700 personnes avaient aussi été arrêtées, selon le gouvernement chinois, et de nombreux bonzes bouddhistes avaient été emprisonnés.

Source : *Radio-canada*

LE NEPAL REMET DES DETENUS TIBETAINS A L'ONU

19 janvier 2010

Dix Tibétains arrêtés au Népal après s'être enfuis du Tibet ont été remis aux Nations Unies et non pas déportés au Tibet, précisent des médias. Les huit hommes et deux femmes ont été arrêtés samedi par la police népalaise dans le village de Lamabagar près de la frontière avec la Chine. Les autorités népalaises de l'immigration ont précisé qu'ils avaient été questionnés à propos d'éventuelles activités antichinoises, avant d'être remis à l'agence des réfugiés des Nations Unies à Katmandou. "Nous avons pris la déposition de chaque Tibétain qui ont dit avoir traversé la frontière pour aller rencontrer le Dalai Lama." a dit à l'AFP M. Chandra Nath Gautam du bureau de l'immigration. "Nous n'avons trouvé aucune preuve d'activité antichinoise au Népal et nous avons décidé de remettre les Tibétains arrêtés aux Nations Unies", a ajouté M. Gautam. Dimanche, les autorités népalaises avaient dit que les détenus tibétains pourraient être remis à l'ambassade de Chine à Katmandou pour déportation.

Pendant ce temps, le *Telegraph Nepal* a rapporté que le UNHCR a fait pression sur le gouvernement népalais pour qu'il leur remette les prisonniers. Malgré un énorme appel international, en mai 2003, le Népal avait déporté au Tibet 18 réfugiés tibétains sous la pression de l'ambassade de Chine au Népal. Chaque année, beaucoup de Tibétains s'enfuient du Tibet pour l'Inde via le Népal, à travers l'Himalaya, souvent en prenant des risques inouïs. D'après les statistiques un tiers sont des enfants envoyés en exil dans les écoles tibétaines. Beaucoup d'autres sont

des moines et des nonnes qui recherchent une éducation religieuse, éducation qui est rendue difficile au Tibet vu les restrictions du gouvernement chinois. D'après des estimations entre 2'500 et 3'000 Tibétains s'échappent du Tibet par le Népal chaque année pour se rendre à Dharamsala. Le nombre a drastiquement diminué depuis 2008 après que le Népal ait augmenté la sécurité le long de la frontière avec le Tibet, sous la pression de la Chine. Récemment, le Népal a annoncé sa décision de renforcer la sécurité à la frontière tibétaine, en déployant des forces armées le long de la frontière nord entre le Mustang et le Tibet.

Après les manifestations massives antichinoises au Tibet en 2008, la Chine a envoyé une délégation d'officiels au Népal, afin de mettre un frein aux activités pour "un Tibet libre" sur le sol népalais. En retour, la Chine a promis d'accroître son assistance pour résoudre la crise que traverse le pays. Pour visiblement plaire à la Chine, en 2008, le gouvernement maoïste népalais a menacé de déportation des exilés tibétains résidant illégalement au Népal.

D'après les statistiques, on compte 20'000 réfugiés tibétains au Népal, concentrés principalement dans la vallée de Katmandou et à Pokhara dans l'ouest du Népal.

Source : *Phayul*

AU TIBET, PAS D'AUTONOMIE, MAIS UNE CROISSANCE FORTE

26 janvier 2010

Les deux émissaires du Dalaï Lama, Lodi Gyari et Kelsang Gyaltsen, sont arrivés en Chine, mardi 26 janvier, pour une poursuite du dialogue avec Pékin, a annoncé le gouvernement tibétain en exil. Cette reprise des discussions, dont les premières ont eu lieu en 2002, intervient après la tenue, du 18 au 20 janvier, du 5e symposium de travail sur le Tibet, qui a réuni, sous la direction du président Hu Jintao, les plus hauts dirigeants du Parti communiste chinois et défini les grandes orientations politiques et économiques de la Région autonome tibétaine.

Trois rencontres entre les envoyés du Dalaï Lama et la Chine avaient suivi l'embrasement des régions tibétaines en mars 2008. Selon l'organisation International Campaign for Tibet, dont l'émissaire Lodi Gyari est par ailleurs le président exécutif, les Tibétains avaient soumis aux négociateurs chinois, à leur demande en mai 2008, "le document le plus détaillé et le plus substantif jamais produit par aucune des deux parties en six ans de discussions". Mais Dharamsala, la capitale des Tibétains en exil, s'était vu opposer une fin de non-recevoir à son Mémoire sur l'autonomie effective pour le peuple tibétain sous la forme d'une virulente critique, par le chef de la délégation chinoise, Zhi Weiqun, de la position du Dalaï Lama, qui, selon l'agence Chine nouvelle, "en ne

reconnaissant pas que le Tibet fait partie de la Chine depuis les temps anciens", vise une "semi-indépendance" ou "l'indépendance déguisée", "conspire pour créer un Grand Tibet (incluant les zones tibétaines des provinces du Gansu, du Sichuan, du Yunnan et du Qinghai) qui n'a jamais existé" et demande "le retrait de l'armée populaire".

La reprise en main du Tibet s'est traduite, en 2009, par de nombreuses arrestations, ainsi que des campagnes d'éducation politique dans les monastères. C'est un officier de l'armée populaire, Padma Choling, qui a été nommé, le 15 janvier, pour succéder au gouverneur Qiangba Puncog, un civil. Le secrétaire général du parti, le Chinois Zhang Qingli est lui aussi un ancien militaire. Lors du symposium de janvier, Hu Jintao a déclaré que "les politiques du Parti communiste" au Tibet étaient "totalement correctes" et exposé les modalités d'un "développement économique à saut-mouton" (accélééré) du Tibet. Le revenu par tête d'habitant des paysans et des nomades tibétains devra approcher, d'ici à 2020, la moyenne nationale, a prédit M. Hu.

Le PIB tibétain connaît une croissance à deux chiffres depuis dix-sept ans. Pour la première fois, le plan de développement englobera les régions à peuplement tibétain des quatre provinces chinoises limitrophes. C'est là que le mécontentement s'était le plus fortement exprimé en mars 2008.

Source : lemonde.fr

PÉKIN S'OPPOSE À UNE RENCONTRE OBAMA-DALAI LAMA

2 février 2010

La Chine a mis en garde Washington mardi contre une éventuelle rencontre entre le président américain Barack Obama et le Dalaï Lama, chef spirituel des bouddhistes tibétains, estimant qu'elle "minerait sérieusement" les relations Chine-Etats-Unis.

"Nous sommes fermement opposés" à une telle rencontre, a déclaré à la presse un responsable officiel, alors que le Dalaï Lama doit se rendre à partir du 16 février aux Etats-Unis. Alors que les relations bilatérales traversent actuellement une phase de turbulences, Zhu Weiqun, un responsable d'une organisation sous l'égide du Parti communiste chinois, a estimé qu'une telle visite "minerait sérieusement les fondations politiques des relations sino-américaines". "Si le dirigeant américain choisit à ce moment-là de rencontrer le Dalaï Lama, cela va certainement menacer la confiance et la coopération entre la Chine et les Etats-Unis", a dit le responsable du Département du travail du front uni, en charge des négociations avec les Tibétains.

Les Tibétains tempèrent

Le gouvernement tibétain en exil a rejeté mardi la mise en garde de Pékin à Washington, jugeant qu'il n'y avait "pas de raison" pour que Barack Obama craigne une éventuelle entrevue. "De notre point de vue, nous avons le sentiment que le rôle des Etats-Unis est de faciliter un dialogue juste et honnête entre les émissaires du Dalaï Lama et le gouvernement chinois", a déclaré le porte-parole du gouvernement tibétain en exil, Thubten Samphel. "Il n'y a donc rien de mal à une rencontre entre le président (américain) et sa Sainteté", a-t-il affirmé.

Le Tibet, une "affaire intérieure"

En 2007, le Dalaï Lama avait rencontré le président Bush aux USA. [Keystone] La Chine proteste rituellement avant chaque entretien prévu entre le chef spirituel des bouddhistes tibétains, qu'elle accuse de séparatisme, et des dignitaires étrangers. Le



Dalaï Lama doit se rendre aux Etats-Unis pour une visite de dix jours qui débutera par Washington. Un entretien avec le président Obama n'a pas été confirmé. Zhu Weiqun a par ailleurs souligné que le dialogue avec les envoyés du Dalaï Lama la semaine dernière en Chine avait mis en lumière de "profondes divisions" entre les deux parties sur le statut du Tibet, région de l'ouest de la Chine. Pékin avait indiqué lundi avoir réaffirmé aux représentants du Dalaï Lama son refus de toute concession sur la souveraineté chinoise au Tibet. "Les intérêts nationaux (de la Chine) sont inviolables et il n'y pas de place pour des discussions sur les questions de souveraineté nationale et territoriale", a déclaré le gouvernement, cité par l'agence Chine Nouvelle. Mardi, Zhu Weiqun a aussi souligné que "les relations entre le gouvernement (chinois) et le Dalaï Lama faisaient totalement partie des affaires intérieures chinoises". "Nous nous opposons donc à toute tentative étrangère d'interférer dans les affaires intérieures de la Chine en prenant le Dalaï Lama pour excuse", a-t-il lancé.

Source : tsr.ch

LA POIGNE DE PÉKIN

2 février 2010

Zhou Yongkang, coordinateur des services de sécurité chinois, dirige la nouvelle unité chargée de préparer des opérations de contre-insurrection. Le Parti communiste chinois (PCC) a établi en décembre dernier une cellule chargée de préparer des opérations de contre-insurrection, en particulier au Tibet et au Xinjiang, selon la lettre confidentielle Intelligence Online. Des membres des "minorités nationales", selon la terminologie officielle, ont récemment manifesté dans ces régions contre la domination chinoise. Le nouveau Groupe central de direction de maintien de la stabilité est placé sous l'autorité de Zhou Yongkang, coordinateur depuis deux ans de tous les services de sécurité. Il sera secondé par Yang Huanning. Ce dernier est expert dans l'art d'étouffer les mouvements sociaux ou à caractère ethnique.

Source : *l'express.fr*

UN TIBETAIN EXILE LIBRE

2 février 2010

Un moine tibétain, arrêté en septembre de l'année passée à Lhassa, a pu rentrer chez lui à Tsolho, dans la région autonome du Tibet, après qu'il ait été relâché il y a une semaine, a précisé la radio *Voice of Tibet*.

Jamyang Chodrak a été arrêté au Tibet après son exil de 8 ans en Inde, où il avait étudié au monastère de Drepung Gomang. Avant cela il avait étudié au monastère de Lutsang dans le comté de Mangra.

Par ailleurs 2 moines ont dû quitter le monastère de Lutsang après avoir été accusés d'espionnage pour les autorités chinoises.

Dokru Tsultrim un ancien résident du comté de Mangra a précisé que les autorités chinoises avaient des informateurs dans plusieurs monastères de la région.

109 moines du monastère de Lutsang ont été arrêtés en février de l'année passée alors qu'ils manifestaient calmement lors du premier jour du nouvel an tibétain. Les moines avaient été emmenés dans une école où ils subirent une rééducation patriotique sévère. 103 moines furent relâchés.

Source : *Phayul*

LE PANCHEN LAMA DÉSIGNÉ VICE-PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION BOUDDHISTE CHINOISE

3 février 2010

Le Panchen Lama, seconde autorité spirituelle du bouddhisme tibétain et soutien du régime communiste chinois, a été nommé mercredi vice-président de l'Association bouddhiste du pays, a rapporté Chine Nouvelle, illustrant son importance croissante pour Pékin. La désignation du 11e Panchen Lama, âgé de 19 ans, Gyeltsen Norbu, intervient peu après une nouvelle série de discussions en Chine entre les représentants du Dalaï Lama, le leader spirituel des Tibétains, en exil depuis 1959, et le gouvernement chinois, qui n'ont pas permis d'avancées sur le dossier tibétain. Lors d'un discours prononcé au dernier jour de la conférence nationale de l'Association bouddhiste chinoise à Pékin, le Panchen Lama a affirmé vou-

loir "soutenir la direction du Parti communiste", selon l'agence officielle. L'Association, contrôlée par le régime, gère les activités des différentes branches du bouddhisme chinois. Selon les experts, le Panchen Lama occupe une place de plus en plus grande dans l'offensive de la propagande chinoise contre le Dalaï Lama, que Pékin accuse de "séparatisme", et les Tibétains opposés à la présence chinoise sur le "Toit du monde". En mai 1995, le Dalaï Lama avait provoqué la colère des Chinois en annonçant la désignation de Gedün Chökyi Nyima, un garçon originaire du nord du Tibet, comme réincarnation du 10e Panchen Lama. Ce dernier était décédé en 1989 après avoir été un allié critique des Chinois. Pékin avait riposté en faisant disparaître le candidat du Dalaï Lama et en désignant à sa place Gyeltsen Norbu.

Source : *la-Croix.com*

LE DALAÏ LAMA, UN SACRÉ BAROMÈTRE DE LA MONTÉE EN PUISSANCE CHINOISE

3 février 2010

Qui ose encore braver la Chine en rencontrant le Dalaï Lama? La Maison-Blanche, peut-être, ce mois-ci. Après beaucoup d'atermoiements. Car de plus en plus de chefs d'Etat et de gouvernements hésitent à fâcher l'Empire du Milieu. Voyez plutôt.

Le courage passé d'Angela Merkel
Septembre 2007. La chancelière Angela Merkel accorde un «entretien privé et informel» au Dalaï Lama. C'est une première en Allemagne. Elle jette un froid dans les relations entre Pékin et Berlin. Changement de décor en mai 2008, deux mois après les émeutes réprimées dans le sang au Tibet. Cette fois-ci, Angela Merkel est en Amérique latine. Le président, le vice-chancelier et le chef de la diplomatie refusent de recevoir l'icône de la cause tibétaine. Leur agenda est «surchargé». C'est la ministre de la Coopération qui le reçoit.

La fermeture belge

Avril 2008. Bruxelles prie le Dalaï Lama de renoncer à sa visite. Pour la deuxième fois en deux ans!

La feinte interreligieuse de Gordon Brown
Mai 2008. Le premier ministre Gordon Brown rencontre le Dalaï Lama chez l'archevêque de Canterbury, pour un entretien strictement «interreligieux». Ses prédécesseurs Tony Blair et John Major l'avaient pourtant reçu au 10 Downing Street (leur résidence officielle).

Le défi européen de Nicolas Sarkozy
Décembre 2008. Nicolas Sarkozy s'entretient à Gdansk avec le chef spirituel tibétain, en marge du 25e anniversaire du Prix Nobel de la paix de Lech Walesa. La France préside alors l'Union européenne. Colère de la Chine qui n'avait déjà pas apprécié les manifestations à Paris contre la flamme olympique. Et qui digère mal le «chantage» de l'été 2008: le président français ne se serait pas rendu au début d'août à la cérémonie d'ouverture des JO de Pékin si le dialogue n'avait pas repris entre la Chine et les représentants du Dalaï Lama. En échange, il avait évité de croiser celui-ci le même mois à Paris. C'est Carla Bruni, Bernard Kouchner et Rama Yade qui l'ont rencontré dans un temple bouddhiste... Pourtant, dix ans plus tôt, Jacques Chirac prenait moins de gants: il avait reçu le leader tibétain à l'Élysée, pour le 50e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme!

La prudence de la Suisse

Août 2009. En visite en Suisse, où vivent 3500 réfugiés tibétains, le Dalaï Lama ne rencontrera que la présidente du Conseil national et deux ministres vaudois (le maire de Genève s'est annoncé trop tard.) Venu 21 fois depuis 1973, le chef spirituel n'a été reçu que 5 fois par un conseiller fédéral, de manière informelle. La dernière fois, c'était par Pascal Couchepin, en juillet 2005.

Les louvoisements de Barack Obama

Février 2010. A Washington, on laisse entendre qu'une rencontre se profile avec le Dalaï Lama, quitte à froisser Pékin. Pourtant, en octobre, Barack Obama avait refusé une entrevue. C'était la première fois depuis 1991 que le leader tibétain n'était pas reçu par la

présidence. Deux ans plus tôt, George W. Bush lui avait offert une apparition publique et remis la plus haute distinction civile du Congrès. Mais la crise est passée par là. Pékin détient 789 milliards de dollars de dette américaine... Reste que Barack Obama n'a guère apprécié son passage en Chine en novembre dernier.

Pékin n'a fait aucun geste. Et c'est par sa faute que Washington ne parvient pas à faire adopter par l'ONU des sanctions contre l'Iran. Alors après la main tendue, voici le bras de fer. Un contrat d'armement de 6,4 milliards de dollars vient d'être scellé avec l'île sécessionniste de Taïwan.

Source : Tribune de Genève

LA MAISON BLANCHE CONFIRME UNE VISITE DU DALAÏ LAMA CE MOIS-CI, MALGRÉ PÉKIN

5 février 2010

La Maison Blanche a confirmé jeudi que le Dalaï Lama, chef spirituel des Tibétains en exil, serait reçu ce mois-ci par le président Barack Obama, au risque de provoquer la colère des autorités chinoises qui ont déjà mis en garde Washington contre un tel geste. "Il sera ici ce mois-ci", a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche Robert Gibbs à l'occasion de son point de presse quotidien, en réponse à une question sur la date de la visite du Dalaï Lama à Washington, dont le principe avait déjà été annoncé mardi. Le porte-parole n'a cependant pas communiqué la date exacte de cette visite, ni indiqué si M. Obama et le Dalaï Lama poseraient ensemble pour les photographes. Le lieu précis de la rencontre au sein même de la Maison Blanche aura aussi son importance: si le Dalaï Lama est reçu dans le Bureau ovale, centre nerveux de la présidence, cela ne manquera pas d'être interprété comme un puissant symbole après les mises en garde récentes de Pékin. Mardi, un autre porte-parole de la Maison Blanche avait expliqué que "le Dalaï Lama est une figure religieuse et culturelle respectée dans le monde entier, et c'est à ce titre que le président va le rencontrer". Pékin, qui accuse le Dalaï Lama de vouloir l'indépendance du Tibet, avait protesté, indiquant que "la Chine s'oppose fermement à la visite du Dalaï Lama aux Etats-Unis et à ce que des dirigeants américains reçoivent le Dalaï Lama". Le dirigeant tibétain avait visité les Etats-Unis en octobre dernier, le mois précédant une visite officielle de M. Obama en Chine. Le président américain avait alors été critiqué par une partie de la classe politique pour ne pas l'avoir reçu. La visite annoncée du chef spirituel tibétain s'inscrit dans un contexte de dégradation brutale des relations entre Washington et Pékin. La Chine, qui considère

Taïwan comme une province rebelle, a suspendu la semaine dernière ses échanges militaires avec les Etats-Unis et annoncé des "sanctions appropriées envers les sociétés américaines impliquées" après que l'administration Obama eut scellé un contrat d'armement de plus de 6,4 milliards de dollars avec Taipei. Les deux pays ont aussi un certain nombre de querelles commerciales à régler, comme la menace de Google de quitter la Chine, sans parler de l'attitude de Pékin sur le dossier du nucléaire iranien; la Chine continue de privilégier la voie du dialogue, alors que les Etats-Unis penchent pour de nouvelles sanctions.

Et mercredi, M. Obama a promis d'être "bien plus ferme" vis-à-vis de la Chine pour faire respecter les accords commerciaux conclus entre les deux pays, notamment sur l'ouverture du marché intérieur chinois aux produits américains. Il a aussi dit vouloir faire en sorte que "les prix de nos biens (exportés en Chine) ne sont pas artificiellement gonflés et que les prix de leurs biens ne sont pas artificiellement réduits" par le cours de la monnaie chinoise que les pays occidentaux jugent trop bas. M. Gibbs a voulu adopter un ton conciliant jeudi, remarquant que tous les problèmes "discutés ou mentionnés" ces dernières semaines avaient "fait l'objet de discussions entre le président Obama et le président (chinois) Hu" Jintao en novembre. Depuis le début de cette période de tensions, la Maison Blanche a cherché à minimiser les différends, estimant pouvoir "discuter franchement et sans arrière-pensées des problèmes sur lesquels nous ne sommes pas d'accord".

M. Gibbs a à ce titre estimé que la Chine allait continuer à travailler avec les Etats-Unis au sujet du programme nucléaire iranien, malgré le scepticisme que Pékin affiche publiquement à propos de nouvelles sanctions.

Source : AFP

LE DALAÏ LAMA RENONCE À CÉLÉBRER LE NOUVEL AN

14 février 2010

Le Dalaï Lama a invité les Tibétains à renoncer aux célébrations de Losar, le Nouvel An lunaire, qui devaient débiter ce dimanche. "Des voix se sont élevées au Tibet pour dire que Losar ne serait pas célébré. Nous devons respecter cet appel et nous y conformer", a-t-il déclaré, s'adressant à plusieurs milliers de fidèles rassemblés dans un temple de Dharamsala, ville du nord de l'Inde où il vit en exil. Les cérémonies avaient déjà été annulées l'an dernier, en raison des émeutes de mars 2008 à Lhassa. Le leader spirituel s'est gardé de toute allusion à la Chine ou à son prochain voyage à Washington, où il doit rencontrer le président Barack Obama, provoquant l'ire de Pékin.

Source : leJDD.fr

BARACK OBAMA REÇOIT LE DALAI LAMA DANS UN CLIMAT TENDU AVEC PÉKIN

18 février 2010

Comme ses prédécesseurs, Barack Obama est gêné aux entournures lorsqu'il s'agit de rencontrer le Dalai Lama. Le président américain reçoit, jeudi 18 février, à la Maison Blanche le leader tibétain. L'entretien aura lieu dans la salle des Cartes et non dans le Bureau ovale. Il sera privé et loin des caméras. Mais peu importe : il suscite la colère de Pékin. La Chine accuse le dirigeant spirituel tibétain en exil de séparatisme et a prévenu qu'une telle rencontre nuirait aux relations déjà tendues entre Pékin et Washington. La photo d'une poignée de main aurait été sans doute considérée par Pékin comme une provocation supplémentaire.

Le leader tibétain est arrivé mercredi à Washington et a rencontré des représentants de la communauté tibétaine. Il poursuivra sa visite pendant une semaine aux Etats-Unis, où il bénéficie d'une forte popularité. Outre la réunion avec M. Obama, le Dalai Lama doit recevoir lors de sa visite à Washington une médaille de la "Fondation nationale pour la démocratie", financée par le Congrès.

Pas plus que le Dalai Lama lui-même, Washington ne réclame l'indépendance du Tibet, territoire revendiqué par Pékin depuis le 18ème siècle et occupé militairement en 1950. Le leader tibétain devrait néanmoins évoquer avec M.

Obama la situation au Tibet.

Le leader tibétain, qui vit en exil en Inde en 1959, n'avait pas été reçu par M. Obama lors d'un précédent passage aux Etats-Unis en octobre, afin de ménager Pékin avant la première visite du président des Etats-Unis en Chine un mois plus tard. Cette concession avait valu à M. Obama les critiques des défenseurs des droits de l'homme.

Quand le locataire de la Maison Blanche rencontre le Dalai Lama

George H.W. Bush (le père) a été le premier président américain à rencontrer le Dalai Lama, en 1991, deux ans après la répression de la place Tiananmen. Aucune photo de la rencontre n'avait été diffusée.

Bill Clinton, cherchant à réduire la tension avec Pékin, a évité toute invitation formelle mais s'est "invité" à une rencontre organisée par les républicains avec le leader spirituel des Tibétains. Ce qui lui a valu une critique de la part des républicains, qui lui ont reproché de ne pas l'avoir rencontré. Mais Hillary Clinton l'a rencontré à la Maison Blanche.

George W. Bush a rencontré plusieurs fois le Dalai Lama, en privé, à la Maison Blanche. Pour la première fois, en 2007, il est apparu en public avec le leader tibétain, lui remettant la médaille d'or du Congrès. Poussant la provocation un cran plus loin, le président a demandé à Pékin d'engager des discussions avec le Dalai Lama.

Source : lemonde.fr

L'AMBASSADEUR AMÉRICAIN CONVOQUÉ À PÉKIN

19 février 2010

L'ambassadeur américain en Chine a été convoqué vendredi pour se voir remettre une protestation formelle après la rencontre jeudi entre le président américain Barack Obama et le Dalai Lama. "Le vice-ministre des Affaires étrangères Cui Tiankai a convoqué l'ambassadeur des Etats-Unis en Chine Jon Huntsman et a émis une protestation formelle concernant la rencontre entre le président Barack Obama et le Dalai Lama", a affirmé Chine Nouvelle. L'agence officielle rappelle que la rencontre s'est tenue "malgré l'opposition ferme et répétée de la Chine". La Chine s'oppose systématiquement à toute rencontre entre les dirigeants étrangers et le chef spirituel des bouddhistes tibétains, qu'elle considère comme un dangereux séparatiste. Le président américain a reçu jeudi le prix Nobel de la paix 1989, qu'il a assuré de son "fort soutien" à la culture tibétaine. Le ministère chinois des Affaires étrangères a vite réagi dans un communiqué pour faire part du "fort mécontentement" de Pékin et dénoncer une action des Etats-Unis "violant grossièrement les normes basiques des relations internationales".

Source : lematin.ch

LA CHINE PROTESTE CONTRE LA RENCONTRE ENTRE OBAMA ET LE DALAI LAMA

20 février 2010

Les autorités chinoises ont officiellement protesté auprès de Washington après la rencontre à la Maison Blanche entre le président américain Barack Obama et le Dalai Lama, qui "porte gravement atteinte" aux relations bilatérales, selon Pékin. Cette rencontre avec le chef spirituel tibétain était un nouveau test des relations sino-américaines après l'annonce de vente d'armes à Taiwan et des accusations d'espionnage par Internet visant Pékin. Le vice-ministre des Affaires étrangères Cui Tiankai a convoqué l'ambassadeur des Etats-Unis Jon Huntsman. Selon un communiqué du porte-parole du ministère Ma Zhaoxu, "le comportement de la partie américaine interfère gravement dans la politique intérieure chinoise, heurte gravement les sentiments nationaux du peuple chinois et porte sérieusement atteinte aux relations sino-américaines".

Cependant, le langage employé par le ministère est resté contenu, en ligne avec la relative discrétion de la Maison Blanche sur cet événement. Ce qui pourrait traduire la volonté de Pékin de préserver la bonne tenue des relations entre les deux capitales. D'après le communiqué de Ma Zhaoxu, porte-parole du ministère à Pékin, diffusé sur Internet, la Chine a exprimé "une forte insatisfaction et une



opposition résolue" à cette réception. "La partie chinoise demande que la partie américaine considère sérieusement la position de la Chine, adopte des mesures immédiates pour effacer l'effet déplorable de la rencontre, cesse sa connivence et son soutien à des forces séparatistes qui cherchent l'indépendance du Tibet", ajoute le communiqué. D'après la Maison Blanche, le président américain a exprimé au Dalai Lama son soutien à la conservation de la culture tibétaine et à la défense des droits humains de son peuple. Après la rencontre, le dirigeant religieux a critiqué l'attitude puérile de Pékin qui refuse d'envisager une plus grande autonomie du Tibet.

Source : Associated Press

LE DALAÏ LAMA PLAIDE CONTRE LA CENSURE EN CHINE

21 février 2010

Le Dalaï Lama, chef spirituel des Tibétains, estime que les Etats-Unis et d'autres nations pourraient contribuer à l'instauration d'une autonomie significative de son pays en plaidant pour une société ouverte en Chine.

"La censure est la source du problème", estime le Dalaï Lama dans une interview accordée à Reuters samedi à Beverly Hills. Vivant en exil en Inde après avoir fui le Tibet en 1959, le Dalaï Lama n'a pas cessé depuis de faire campagne pour une émancipation de son pays. "Le peuple chinois n'a pas la possibilité de s'informer sur notre problème", affirme le moine bouddhiste, considéré par Pékin comme un dangereux séparatiste.

"Dès que la Chine sera devenue une société ouverte - avec la liberté de parole, la liberté de la presse, la liberté de l'information - toutes ces peurs et ces doutes inutiles seront réduits", juge-t-il. "C'est la véritable réponse à ce problème. Les Américains peuvent aider à ce changement", a-t-il poursuivi, précisant que l'absence d'une information libre a permis aux diri-

geants chinois de le présenter comme un démon ou un terroriste. "Ai-je l'air d'être un démon ?" s'est interrogé le Dalaï Lama qui avait reçu le prix Nobel de la paix en 1989.

Pour lui, cette diffusion d'une information libre passe également par l'internet et par des moteurs de recherche comme Google, victime d'une cyber-attaque très sophistiquée le mois dernier.

Le géant de l'internet avait menacé de se retirer de Chine si le gouvernement ne cessait pas de censurer ses services en langue chinoise. Le Dalaï Lama se trouve en Californie après une entrevue d'un peu plus d'une heure avec Barack Obama jeudi à la Maison blanche. La présidence américaine a volontairement donné un tour assez discret à cette visite qui a provoqué la colère et les protestations du gouvernement chinois.

Les Tibétains ont, eux, fêté de manière très démonstrative cette rencontre avec le président américain, en tirant des feux d'artifice. Interrogé sur les retombées que pourrait avoir cette entrevue, le Dalaï Lama s'est montré prudent. "Attendons de voir. Il est très difficile de prédire les conséquences que cela pourra avoir", a-t-il dit.

Source : lepoint.fr

LA PEINE DE MORT : CHINE

Date de la dernière exécution : 2009

La Chine prévoit deux types de sentences capitales : l'exécution immédiate et la condamnation «avec suspension» de la peine pendant deux ans, qui devient définitive si le condamné a commis d'autres délits pendant la période de suspension. Parmi les délits capitaux figurent des délits non violents comme l'évasion fiscale, le trafic de drogue, la falsification, la fraude, les jeux de hasard, la bigamie, l'ouverture d'une maison close, la corruption, le trouble de l'ordre public, l'appropriation indue de fonds publics, la contrebande de cigarettes, l'organisation de circuits de pornographie, la contrebande de machines, le proxénétisme, la spéculation, la publication de matériel pornographique, le vol ou le trafic de trésors nationaux, la fraude fiscale, la vente de fausses factures, la vente de peaux de panda géant, le vol de vaches, de chameaux et de chevaux, la vente de faux certificats de contrôle des naissances, la vente de faux certificats de stérilité, la corruption. La Chine a même introduit la peine de mort pour la piraterie informatique et autres crimes liés à Internet. Quiconque a trafiqué une quantité égale ou supérieure à 50 grammes d'héroïne peut être condamné à mort.

Les sentences sont habituellement appliquées dans des stades ou sur des places publiques envahies de spectateurs hurlant, avec une musique assourdissante. Les condamnés, à genoux, les chevilles menottées et les mains liées derrière le dos, y sont exécutés d'un coup de fusil dans le cœur ou dans la nuque. Depuis 1997, la Chine a introduit la méthode de l'injection létale (appliquée pour la première fois dans le Yunnan) et, récemment, plusieurs Provinces ont mis en place des unités mobiles d'exécution dans des fourgons aménagés à cet effet, qui se déplacent vers les différents lieux d'exécution. Le détenu est ceinturé à un petit lit de métal placé à l'arrière du fourgon. Une fois l'aiguille insérée, un policier presse un bouton et la substance létale est automatiquement diffusée dans la veine. L'exécution peut être suivie sur un moniteur et éventuellement enregistrée. Les exécutions peuvent ainsi s'effectuer très peu de temps après que la sentence a été prononcée.

Le nombre des condamnations infligées, tout comme celui des personnes exécutées, est couvert en Chine par le secret d'Etat. Mais la Chine détient assurément le record mondial d'exécutions, même si l'on ne peut se baser que sur des esti-

mations pour en juger. Selon un article publié dans l'ouvrage *Dissidents ou la Quatrième Génération*, écrit par un membre interne du parti sous le pseudonyme de Zong Hairen et rapporté dans un article publié dans l'*Asian Wall Street Journal* d'octobre 2002, entre 1998 et 2001, 15 000 personnes ont été exécutées chaque année en Chine pour des crimes présumés.

Ces chiffres sont 4 fois plus élevés que les plus hautes estimations des occidentaux sur le carnage judiciaire annuel en Chine. Les mêmes données sont rapportées dans le livre *Les nouveaux gouvernants de la Chine*, écrit par Andrew J. Nathan et Bruce Gilley sur la base des documents secrets du Parti Communiste. Selon le *China Daily* du 9 septembre 2002, au moins 3000 personnes auraient été exécutées en avril lorsque le président Jiang Zemin a réactivé la campagne «Frapper fort», à l'occasion de son premier anniversaire. Ces campagnes, appelées *yanda* en Chine, fixent un quota d'exécution par province, et sont des moments de répression intense.

En 2004, le député Chen Zhonglin, a révélé que la Chine procède chaque année à environ 10 000 exécutions. Sa déclaration, publiée dans le *China Youth Daily* en mars 2004, est la première estimation publique diffusée dans un journal contrôlé par l'État. En 2004, les attaques, les interrogatoires, les incarcérations et les mauvais traitements à l'encontre de membres de mouvements religieux ou spirituels interdits par l'État se sont poursuivis en Chine. Sont toujours visés : les congrégations catholiques et protestantes, les musulmans, les bouddhistes tibétains, les membres du Falun Gong et autres mouvements spirituels non répertoriés officiellement. Des centaines de lieux de culte, mosquées «clandestines», temples, séminaires, églises catholiques et protestantes «domestiques» ont été fermés par la police et, dans certains cas, démolis. Des milliers de pratiquants du Falun Gong sont toujours détenus en prison, dans des camps de rééducation ou dans des asiles : des centaines d'entre eux sont morts des tortures et mauvais traitements subis depuis le début de leur persécution en 1999. Bien que la Chine ait amendé son Code pénal en 1997 pour interdire l'exécution des personnes mineures au moment du crime, des jeunes criminels continuent d'être condamnés à mort, les cours négligeant souvent de s'assurer de l'âge des suspects.

La Chine ne prévoit pas d'abolir la peine de mort, mais met en place des réformes pour une utilisation plus «prudente» de la

sanction. En mars 2005, le Premier ministre Wen Jiabao a déclaré : «Au vu de notre situation nationale, nous ne pouvons pas abolir la peine de mort. Et la pression internationale n'y changera rien ! Ce que nous faisons, c'est instaurer un système qui garantit que les condamnations à mort soient rendues avec prudence et justice ». Depuis le 1er juillet 2006, et sur tout le territoire chinois, tous les procès en appel relatifs à des condamnations capitales doivent se dérouler en audience publique. Au cours de ces procès, les avocats défenseurs peuvent plaider et les prévenus être entendus en déposition. Les audiences seront également enregistrées, de façon à pouvoir être visionnées par la suite. Ces nouvelles mesures doivent permettre d'éviter que des condamnations à mort soient prononcées sur la base d'aveux extorqués par la police ou par les procureurs en recourant à la torture.

Autre mesure mise en avant par les autorités chinoises : depuis le 1er janvier 2007, la Cour suprême a retrouvé le rôle qu'elle jouait depuis 1983, puisque c'est elle qui doit confirmer les sentences capitales, alors qu'elles l'étaient jusqu'ici au niveau des 31 Provinces que compte le pays. Cent juges supplémentaires ont été formés pour assurer la validation des condamnations à mort, ce qui porte leur nombre total à 200. De nouvelles cours ainsi que deux postes de vice-présidents ont également été créés. Xiao Yang, président de la Cour suprême chinoise, a demandé aux juges d'être très prudents dans leurs jugements, car ceux-ci doivent passer l'épreuve du temps. Seul «un nombre extrêmement faible» de criminels devraient se voir infliger la peine capitale, a ajouté Xiao Yang. Il a enfin évoqué les droits de la défense, qui devraient être garantis, et déclaré que les aveux obtenus par la torture devaient être déclarés irrecevables. En revanche, «pour les cas de crimes notoires pour lesquels les preuves sont irréfutables, la peine de mort avec exécution immédiate sera appliquée sans hésitation», selon Xiao Yang. Depuis plusieurs années, des journalistes, des hommes politiques et des dissidents chinois dénoncent le prélèvement d'organes sur des condamnés à mort. Les témoignages se multiplient, qui semblent montrer que les autorités exécutent en fonction de la «demande» d'organes. Lors d'une conférence sur les transplantations d'organes, en novembre 2006, le vice-ministre de la Santé, Huang Jiefu, a reconnu que «en dehors d'une faible proportion liée au trafic, la plupart des organes prélevés le sont sur les cadavres de prisonniers exécutés». A ces propos, relevés par le China Daily, il ajoutait : «Les autorités compétentes requièrent fortement le consentement des prisonniers ou de leurs familles

pour le don d'organe». Ce que démentent de nombreux observateurs.

L'organisation des Jeux Olympiques 2008 à Beijing a suscité une polémique de grande ampleur. Des organisations des droits de l'Homme, des spécialistes de la Chine et des avocats chinois ont dénoncé notamment un renforcement du contrôle des autorités sur la société chinoise, craignant que Beijing ne réprime les dissidents avant l'ouverture de cet événement mondial, comme les autorités ont pris pour habitude de le faire avant chaque grand événement. Fortes pressions diplomatiques et menaces de boycott ont accompagné l'organisation des jeux. Des centaines de Chinois ont perdu leurs terres et parfois leur logement en raison de la construction des infrastructures olympiques, sans être indemnisés. Si, selon les autorités chinoises, ces Jeux Olympiques ont été un succès, du point de vue des droits de l'homme, la Chine n'a pas remporté la médaille d'or : interpellations d'activistes, presse muselée, verrouillage de toute tentative de diffusion d'un message différent du discours officiel... La Chine et le respect des droits de l'homme ont de nouveau fait polémique en 2009, en France. Le 30 avril, la Cour d'appel de Paris a confirmé le jugement prononcé en première instance contre l'exposition "Our Body, à corps ouverts". Ensemble contre la peine de mort et Solidarité Chine, représentées par Maître Richard Sédillot, ont décidé de saisir le Tribunal de Grande Instance contre l'exposition présentée boulevard de la Madeleine à Paris, au motif qu'elle porte atteinte à certains Droits Humains fondamentaux. L'article 16-1 du Code civil prévoit que "le respect du corps humain ne cesse pas avec la mort. Les restes des personnes décédées (...) doivent être traités avec respect, dignité et décence". Or, les cadavres présentés pourraient en effet être des prisonniers ou des condamnés à mort chinois.

Les données d'Amnesty International indiquent au moins 1718 exécutions en 2008, mais l'organisation considère que le nombre réel d'exécutions est bien plus élevé. Hands Off Cain estime qu'au moins 5000 exécutions ont été conduites en Chine en 2008. La Chine a signé le Pacte international sur les droits civils et politiques ; ratifié la Convention sur les Droits de l'Enfant ; et la Convention contre la Torture et les traitements et punitions cruels, inhumains ou dégradants. La Chine est par ailleurs signataire de la note verbale adressée au Secrétaire général des Nations unies, Ban Ki Moon, le 11 janvier 2008. Cette note réaffirme le refus de ces Etats d'instituer un moratoire sur les exécutions en vue de l'abolition de la peine de mort.

Source : Ensemble Contre la Peine de Mort - abolition.fr

EVENEMENTS A VENIR

10 mars 2010

manifestation à Berne à l'occasion du 51ème anniversaire du peuple tibétain.

11 avril 2010

Conférence de Sa Sainteté le Dalaï Lama à Zurich
www.dalailamazurich.ch

12 mars au 4 avril 2010

Exposition de photographies de Manuel Bauer
Deux ans de reportage photographique auprès du Dalaï Lama et au Tibet.

Lieu : la Distillerie Art House—Bulle
www.ladistillerie.ch

28 avril au 2 mai 2010

Salon du livre à Genève Palexpo
Venez nous retrouver sur notre stand au Village Alternatif.
Nombreux livres, informations, artisanat tibétain